

Le Parlement européen (PE) est la seule institution de l'Union européenne (UE) désignée au suffrage universel direct. Ses membres sont élus tous les 5 ans, depuis 1979. Mais c'est une instance très faible. **Le PE n'a pas de réel pouvoir politique** : ses initiatives n'ont pas valeur contraignante ; il est mis à l'écart dans tous les domaines importants ; dans les autres, il ne peut jamais imposer ses choix, à quelques exceptions près... et à la majorité des deux tiers. Il n'exerce pas de vrai contrôle politique.

- **Le PE ne peut pas nous rendre le pouvoir de changer les règles de l'Union européenne.** Seuls les Chefs d'États et la Commission peuvent initier une modification des traités – le PE est alors simplement consulté –, puis ce sont les gouvernements qui négocient [TUE 4, 48 (1)]. Tout ce qui sera voté au final (très rarement par les citoyens, qu'on fera revoter s'ils "votent mal") pour fixer le "droit du droit" aura été proposé par des ministres, des technocrates et, inévitablement, par des lobbies, dès lors que ces institutions qui écrivent les règles de leurs propres pouvoirs sont à la fois puissantes et incontrôlées.

- **Des traités imposant depuis 30 ans la politique ultra-libérale qui nous a menés dans le mur** : interdiction des restrictions aux mouvements de capitaux entre États Membres (ÉM) et pays tiers [TICE 56] ; interdiction de battre monnaie pour les pouvoirs publics [TICE 101], indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) [TICE 108], stabilité des prix prioritaire, dette et déficit plafonnés [TICE 4, 104] ; services publics soumis aux règles de concurrence – charge à on ne sait qui d'assurer leurs missions particulières [TICE 16, 86-2], les seuls qui légifèrent sont politiquement irresponsables et les juges leur doivent leurs carrières ; interdiction des aides aux entreprises qui affectent les échanges entre ÉM et la concurrence (...) sauf rares dérogations... non décidées par le PE [TICE 87 - 89] et qui ne doivent pas fausser la "liberté d'établissement" [TICE 44h]. "Libération" des services [TICE 53], banques comprises [TICE 51] ; investisseurs européens traités comme des nationaux [TICE 294] tandis que les règles du marché commun ne doivent pas compter de dispositions fiscales ou relatives aux droits et intérêts des travailleurs [TICE 157].

- **Quand l'UE signe elle-même des traités internationaux, qui lient ses institutions et celles des ÉM** [TUE 24-6, TICE 111-3], **le PE est consulté...** – il ne l'est même pas s'il s'agit de commerce [TICE 133], de politique monétaire [TICE 111-3] ou de défense et de sécurité commune (PESC) [TUE 24, 27]. Certes, il a un droit de veto dans les matières où il "co-décide" (voir plus loin), et son avis conforme est aussi requis lorsqu'il s'agit d'accords "constituants" [TICE 310].

- **Les initiatives du PE n'ont pas valeur contraignante** (sauf pour fixer le mode d'élection, le statut et les droits de ses membres [TICE 190] ou nommer ou démettre le médiateur européen [TICE 195]) Le PE peut demander à la Commission... [TICE 192] qui peut rejeter ses propositions (elle a ainsi rejeté 6 demandes de directives sur les services publics).

- **La Commission a le monopole de l'initiative pour**

la plupart des actes législatifs (l'initiative des gouvernements intervient dans quelques domaines ciblés). Or, quand un acte est proposé par la Commission : le Conseil ne peut soutenir un projet différent qu'à l'unanimité.

- **Le PE a un faible pouvoir sur le budget.** Il ne décide pas des recettes ; il est consulté pour déterminer le système des ressources... (venant des ÉM) [TICE 269, 279].

- **La Commission et son président ne sont pas choisis par le PE** : celui-ci les approuve après qu'ils aient été désignés par les Chefs d'État ou de gouvernement. Le PE peut censurer la Commission... à la majorité des deux tiers des votes, et seulement pour mauvaise gestion (application des traités) [TICE 201].

- **La BCE est indépendante** [TICE 108]. Dès lors, il importe assez peu que le PE soit consulté pour la nomination de son directeur [TICE 112-1b], que la BCE lui fasse rapport d'activité annuel sur la politique monétaire et que les membres du directeur de la BCE puissent être entendus par des commissions parlementaires à la demande du PE [TICE 113-3].

- **Le PE ne peut pas faire valoir de droit particulier à l'information**, surtout à temps – sauf rares cas prévus ; de même pour les élus nationaux, qui sont avertis en temps et en mesure utiles... si le Conseil juge qu'il agit en tant que législateur et que cela ne nuit pas à l'efficacité des négociations [TICE 207-3 ; protocole rôle parlements nationaux].

- **Le PE peut, constituer une commission d'enquête, mais selon des modalités déterminées d'un commun accord par le PE, le Conseil et la Commission, et sans préjudice des attributions des autres institutions** [TICE 193]. PE nomme le médiateur européen, mais cette instance est politiquement indépendante, c'est de rigueur [TICE 195].

- **Le PE est seulement consulté** avant nomination des membres de la Cour des comptes, élus pour un mandat de 6 ans renouvelable, et il ne contrôle pas leurs conditions d'emploi [TICE 247].

- **Le PE est mis à l'écart** de presque tous les domaines de compétence exclusive de l'UE : PESC [TUE 3, 11, 13 ; TICE 296, 301, 302], politique monétaire [TICE 105 - 108, 111, 120], politique commerciale commune [TICE 26, 132 - 134], politique économique commune [TICE 99 - 100] (sauf arrêt des modalités de la surveillance multilatérale), règles du marché intérieur et de concurrence [TICE 14], capitaux et paiements internationaux [TICE 57].

Un grand merci à Samuel Schweikert, du groupe Construction européenne d'Atac-Rhône



Soutenez le projet de
europedecroissance@gmail.com

l'ADOC-France
www.europedecroissance.eu

Nous avons besoin de votre soutien financier pour faire parvenir à tous, pour la première fois, les idées, les valeurs et les propositions des Objecteurs de Croissance.

NOM Prénom : Téléphone : Mail : Adresse :

Chèque à l'ordre "ADOC-France"

à envoyer à Elodie Garcia - 27 avenue Wailly - 78290 Croissy sur Seine (France)

Donnons de la voix pour notre Humanité

Cette campagne autogérée se veut en décalage avec les pratiques traditionnelles de délégation des partis politiques. Elle est l'affaire de tous ceux qui s'y engagent : nos moyens financiers sont ceux que nous pouvons rassembler, dans

un souci de préservation des ressources, de sobriété et de faible empreinte écologique (par exemple une limitation de nos déplacements). Nous avons besoin de vous pour faire de cette campagne la résultante de milliers de campagnes de proximité.

Une Décroissance sereine, soutenable et conviviale.

L'Europe est un outil de la globalisation économique destiné à conforter l'emprise des multinationales européennes sur le monde et en particulier sur les peuples de la Méditerranée et d'Afrique. Ses institutions, dominées par des technocrates, ne sont pas un lieu de représentation démocratique, permettant la juste représentation des courants d'idées et des peuples. Le parlement européen n'a pas le droit de proposer des textes législatifs, alors qu'il s'agit d'une des fonctions de base de l'institution parlementaire. Il n'est pas responsable devant les peuples, le pouvoir réel appartenant à la Commission européenne dont les membres sont nommés par les Exécutifs nationaux de chaque Etat membre.

Comment peut-on encore soutenir cette Europe après la trahison, le 4 février 2008, du vote du 29 mai 2005 qui a vu le non de 55 % de Français (avec une forte participation qui atteint près de 70%) foulé aux pieds par ceux qui ont adopté le Traité Constitutionnel Européen à Lisbonne en son nom ? Toute réforme des institutions européennes doit se faire à travers l'élection d'une assemblée constituante élue au suffrage universel direct proportionnel



et une ratification du texte par référendum simultané dans toute l'Europe.

Nous proposons donc de mener une campagne politique sur la base d'une plate-forme écologiste, anticapitaliste, anti-productiviste et autogestionnaire, ainsi que la mise en place d'un nouveau mouvement politique, en réseaux fédérés, l'ADOC-France, doté d'un outil d'expression nationale, parce que ce qui compte c'est la connaissance et l'accès à nos propositions pour des millions d'individus.

Notre force, ce sont nos idées !

Croissance

des partages
de la vie sociale
de la coopération
du temps libre (le vrai luxe)
du local
de l'autonomie
du goût pour la bel ouvrage
du mieux vivre
du relationnel
de la construction spatiale humaine

Décroissance

des inégalités
de la consommation marchande
de la concurrence libre et non faussée
du travail aliéné
du global
de la dépendance
de l'efficacité productiviste
du toujours plus avoir
du matériel
de l'urbanisme fonctionnaliste

Il ne s'agit nullement de décroître en général, mais de décroître sur certains plans (par exemple, l'empreinte écologique des pays industrialisés) pour mieux croître sur d'autres. Toute la question est de choisir sur lesquels, pourquoi et pour quoi.

D'autant qu'il ne faudrait pas croire qu'il suffirait de décroître quant à la production de biens marchands pour que, automatiquement, chacun puisse y gagner en convivialité, en spiritualité.

Soutenez le projet de
europedecroissance@gmail.com



l'ADOC-France
www.europedecroissance.eu

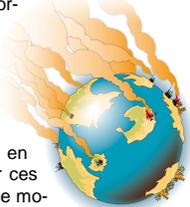
Qu'est ce que la Décroissance ?

Une croissance illimitée dans un monde fini est une absurdité

La Décroissance remet avant tout en question notre société de consommation sans hypothéquer nos acquis démocratiques, sociaux et culturels. La Décroissance n'est pas la décroissance de tout pour tous ni un retour en arrière vers un pseudo bonheur perdu, mais bien un virage, une *bifurcation* que nous devons prendre afin de sortir des engrenages destructeurs de la société de croissance.

A l'aide de ses meilleurs outils en « isme » que sont le capitalisme, le libéralisme, l'ultra-libéralisme..., la société de croissance accumule dramatiquement toutes les crises : environnementale, sociale, économique, culturelle, politique, anthropologique. Devant ce constat, il est urgent de dire à tous les Européens, que l'alternative ne sera pas « entre croissance et décroissance » mais bien « entre décroissance volontaire et récession subie ».

Les problèmes sociaux et environnementaux de notre système ne pourront être résolus ni en ajustant quelques paramètres à la marge ni par les seules initiatives personnelles. C'est pour ces raisons qu'il est essentiel de proposer aux citoyens un projet politique capable de transformer ce modèle qui met en danger notre avenir : **c'est dans une « société de décroissance » qu'il faut envisager la décroissance.**



Crise ou métamorphose ?

Aller vers une société de la sobriété.

Faire croire que les problèmes d'aujourd'hui pourraient se traduire par le mot « crise » est intellectuellement malhonnête. D'une part, parce qu'en entendant « crise » nous ne pouvons pas nous empêcher de croire qu'elle ne serait que passagère, et qu'à la fin de celle-ci tout pourra redevenir comme avant. D'autre part, parce que, **crise ou pas crise**, crise de la croissance ou pas crise de la croissance, nous maintiendrions notre critique de la société de croissance. Pourquoi ?

Parce qu'aujourd'hui, si tous les humains vivaient comme un Européen, il faudrait au moins 3 planètes. Ce modèle de développement n'est donc pas généralisable : il doit être remis en question. Parce que 20% de la population s'accapare 86% des ressources naturelles. Devant ces irresponsabilités écologiques et ces inégalités sociales, il est urgent de réaliser que nous ne produisons et ne consommons plus jamais comme avant cette « crise » car nous atteignons les limites des ressources naturelles de notre terre.

Ces limites nous obligent aujourd'hui à voir les choses bien autrement. C'est pour ça que nous ne voulons pas appeler cela une « crise » mais une « métamorphose », métamorphose dorénavant nécessaire pour « décoloniser nos imaginaires » afin d'engendrer des comportements plus sobres et plus vertueux.

Il est temps de comprendre que l'humain ne se réduit pas au couple producteur-consommateur et qu'il est urgent de réinventer de nouveaux usages individuels et collectifs qui nous transforment enfin en usagers de toutes sortes plutôt qu'en consommateurs aliénés. Il appartient alors à l'Europe dont la surconsommation nuit gravement à l'ensemble de l'humanité, de rétablir un équilibre qui commence par la sobriété de nos modes de vies : alors, oui, d'autres mondes sont possibles.

Quitter le couple infernal productivisme/capitalisme

Le capitalisme et le productivisme font de l'humain la variable d'ajustement des stratégies de croissance, à travers le chômage, la délocalisation, les mépris des droits des hommes, des femmes et des enfants. Si le capitalisme a le formidable pouvoir de susciter le désir de la possession et du paraître, il ne peut nous faire oublier les valeurs que nos sociétés modernes sont censées défendre : l'égalité, la fraternité, le partage, le « liyannaj kont pwofitsyon ». L'économie doit répondre à nos besoins et non créer sans cesse des désirs toujours insatisfaits. Il convient alors de définir démocratiquement les besoins de notre société (ressources alimentaires, logement, santé, éducation, transport, « produits de haute nécessité »...) et de permettre à chacun d'y avoir accès, sans être contraint d'entrer dans une compétition de chaque individu contre chaque individu.



Dans cette optique, nous pensons qu'il faut :

- Instaurer un **revenu social européen garanti** financé par une refonte des impôts sur les sociétés et sur le revenu, et par une réforme des prestations sociales : pour protéger tous les « sans-voix » qui seront de plus en plus nombreux et leur garantir des droits souverains sur les biens publics mondiaux.
- Instaurer un **revenu maximum** autorisé indexé au revenu minimum (1 à 4 ?), réformer en profondeur nos modes de production pour un partage du temps de travail en adaptant la durée hebdomadaire des salariés (28 heures ? 4 jours ?), les temps partiels (pour qu'ils soient voulus et non imposés), le départ à la retraite (pour qu'il soit fonction des pénibilités du travail et ne favorise plus l'isolement).
- Mettre en place la **gratuité** ou quasi-gratuité du « bon usage » et le renchérissement du « mésusage » (pourquoi payer au même prix l'eau que l'on boit et celle qui remplit les piscines privées ? le même prix pour un objet réparable et le même jetable ?) Pourquoi faudrait-il continuer à confondre propriété d'usage avec la propriété abusive.

Sortir de la société du spectacle

Parce que séduire est devenu tout aussi efficace que réprimer, la publicité commerciale est l'outil central de la propagande de notre société de consommation. Gaspillage effroyable, elle coûte cher (2ème budget mondial derrière l'armement), elle génère de la surconsommation, de la frustration, du mépris et de l'humiliation, du gâchis tant humain et intellectuel que matériel et énergétique, ainsi que de la banalisation du mensonge. Pour que les citoyens puissent participer à la vie démocratique, aux débats publics, il est nécessaire de les protéger des conflits d'intérêts et des lobbies.

Il faut donc :

- Réformer en profondeur le système médiatique, véritable pierre angulaire de nos démocraties en s'appuyant sur l'ordonnance de 1944 sur les médias écrite par la résistance.
- Garantir une véritable indépendance des médias face aux multinationales, aux lobbies et à la publicité.
- Mettre en place un financement public d'émissions de qualité tels que des reportages en phase avec les problèmes sociétaux et des débats contradictoires de fond sur les sujets de sociétés importants.

Eviter les impasses générées par la religion de la technique : le tout-voiture, le nucléaire, les OGM, les pesticides, les nanotechnologies.

S'opposer à l'automobile et son monde :

Notre société est construite autour de la voiture et des transports routiers, elle repose donc sur une énergie non renouvelable, le pétrole et sur des moyens de transports individuels, voire individualistes.

Sans respecter ni les temps ni les espaces, l'automobile a contribué à séparer les individus entre eux, à séparer les classes sociales en favorisant les ségrégations géographiques, à séparer les lieux de production des lieux de consommation. La place des voitures en ville et dans les périphéries est excessive. Les autoroutes stimulent une accélération qui exclut chaque jour davantage d'entre nous, en commençant par les plus faibles, et nous condamne à une folle fuite en avant. La société de l'automobile n'est une société ni soutenable ni souhaitable, ni sereine ni conviviale.

Il faut donc développer une politique de localisation de la vie créatrice de lien.



Pour cela nous devons :

- Agir sur les infrastructures, les bassins d'emplois, les zones d'habitation, en rapprochant les lieux de production, d'achat et d'usage, en développant des petits commerces de proximité au détriment des grandes surfaces, en augmentant la part de la population active dans une agriculture paysanne de proximité respectueuse de la santé et de l'environnement (par exemple grâce aux Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) et avec un retour des services publics sur tout le territoire.
- Privilégier les investissements sur les transports en communs locaux et régionaux et encourager les modes de transport doux comme la marche à pied (exemple le pédibus) et le vélo.
- Accompagner la reconversion de l'industrie automobile, de l'aéronautique et du trafic routier, encourager la pratique de métiers manuels, soutenir les petites entreprises (par exemple de type Société Coopérative Ouvrière de Production), remplacer le modèle d'habitat individuel et collectif actuel, par d'autres modes de construction à taille humaine et de haute qualité environnementale : toutes ces alternatives concrètes qui commencent sans attendre la sortie de la société de croissance.

S'opposer au nucléaire et son monde.

Depuis la seconde guerre mondiale nos sociétés sont dominées par le péril nucléaire. Avec la bombe, la destruction totale de toute vie sur terre est devenue possible. Quant à l'utilisation dite pacifique de l'électronucléaire, nous savons déjà depuis les accidents de Kytchim, Tchernobyl et Three Mile Island que les conséquences sont terribles. Il nous faut donc sortir du nucléaire le plus vite possible avant la catastrophe.

Nous proposons donc :

- La sortie la plus rapide possible de l'électronucléaire.
- L'abandon unilatéral de l'arme nucléaire ; en prenant résolument parti pour la paix par le désarmement, et pour la culture de la non-violence.

C'est maintenant !

Agissons au niveau personnel, collectif et politique.

LES CHANGEMENTS DONT NOTRE SOCIÉTÉ A BESOIN NE DOIVENT EN AUCUN CAS ÊTRE IMPOSÉS BRUTALEMENT MAIS DOIVENT ÊTRE RÉALISÉS PROGRESSIVEMENT, EN TENANT COMPTE DE L'ACCOUTUMANCE AU MODE DE VIE ACTUEL. C'EST DONC MAINTENANT QU'IL FAUT AGIR, TANT AU NIVEAU PERSONNEL, COLLECTIF QUE POLITIQUE, POUR FAIRE DE L'EUROPE UN EXEMPLE RÉUSSI DE DÉCROISSANCE SEREINE, SOUTENABLE ET CONVIVIALE.